

*Le budget*

jeunes de moins auront accès à l'université l'année prochaine. À quoi sert un allègement fiscal devant servir à payer des études universitaires à un jeune Canadien si celui-ci ne peut pas être admis à l'université à cause des coupures faites par le gouvernement dans les paiements de transfert aux provinces pour l'enseignement postsecondaire? Les universités sont forcées de réduire le nombre d'étudiants en première année.

Le gouvernement fait aussi de beaux discours sur le besoin de recherche et de développement au Canada. Lorsque la fumée sera dissipée et que le ministre des Finances aura fini de mêler les cartes dans son jeu du budget, les Canadiens pourront constater que le budget n'offre que 230 millions de dollars sur cinq ans pour cette activité vitale et qu'au même moment, le gouvernement abolit le Conseil des sciences du Canada qui constituait une source importante d'aide, de recherche et d'appui pour un pays efficace, compétitif et technologiquement avancé.

Le budget semble aussi modifier la fiscalité de façon à aider les entreprises. Tout ce qui dans ce budget vise l'aide à l'entreprise, selon le gouvernement, ne pourra jamais commencer à compenser les dommages que ce gouvernement a causés aux entreprises, et particulièrement aux entreprises manufacturières, en maintenant une politique de taux d'intérêts et de dollar élevés.

Une fois les premières réactions passées, une fois les miroitements terminés, les Canadiens constateront que rien dans ce budget ne peut faire disparaître la réalité de nos taux d'intérêt qui sont trop élevés. En termes réels, après soustraction du taux d'inflation, nos taux d'intérêt sont encore trop élevés.

Dans ce budget, le gouvernement ne s'engage pas à diminuer encore plus les taux d'intérêts. Il ne mentionne pas la nécessité de faire baisser encore le dollar canadien. Au lieu de cela, la Banque du Canada, apparemment appuyée par ce gouvernement et ce ministre des Finances, semble s'efforcer de maintenir un dollar fort en dépit des arguments de nos compagnies d'exploitation de ressources naturelles et de nos manufacturiers qui font valoir qu'une baisse du dollar pourrait les aider à retrouver leur compétitivité dans les marchés mondiaux.

Le gouvernement parle de principes de base, mais il refuse d'admettre dans son exposé budgétaire que les principes de base qui soutiennent les taux d'intérêt et le dollar canadien ne sont pas encore corrects et qu'ils vont encore à l'encontre des meilleurs intérêts des entreprises canadiennes, et que notre économie est encore chancelante à cause de la TPS, du libre-échange et, bien sûr, de l'évolution de l'économie mondiale.

*[Français]*

Monsieur le Président, les politiques économiques des Conservateurs ont provoqué des niveaux records de faillites personnelles et commerciales au Canada. Il ne pourra y avoir de croissance économique tant que les entreprises ne pourront évoluer dans un environnement relativement stable et sain.

*[Traduction]*

Dans son budget, le gouvernement fait état de prévisions sur le déficit, le taux de chômage et la croissance économique du Canada. Soulignons que les prévisions de ce gouvernement n'ont pas encore été justes, si l'on se rapporte à ses budgets précédents. Même si elles viennent à se concrétiser, ces prévisions donnent la triste image d'un taux de chômage trop élevé et d'une croissance économique lente et faible.

Le ministre confirme dans ses documents budgétaires la piètre façon dont il a géré l'économie. Par exemple, nous lisons à la page 45:

Sur l'ensemble de la période, la croissance annuelle, cette année et l'an prochain, restera nettement inférieure à l'expansion moyenne de 4,7 p. 100 enregistrée au cours des années de reprise 1983 et 1984.

À la page suivante, nous lisons encore:

Une croissance annuelle de 4,5 p. 100 en 1993 est inférieure à la norme observée au cours des reprises passées[. . .] La reprise actuelle est plutôt faible par rapport aux moyennes passées. L'économie continuera donc de présenter une capacité excédentaire tout au long de cette période, malgré le redressement prévu de la croissance en 1993.

Ces données sont cachées dans les documents budgétaires du ministre. On ne les retrouve pas dans le discours du budget.

Lorsque les documents budgétaires parlent de capacité excédentaire, il faut entendre plus de licenciements, plus de pertes d'emplois, plus de fermetures d'usines et plus de pertes de production.

Une fois de plus, lorsque la fumée se sera dissipée et que l'illusion de saine gestion économique aura disparu, nous verrons que ce budget n'est en réalité que de la frime lorsqu'il parle d'aider à la création d'une forte relance économique. Il manque beaucoup d'éléments au budget, mais ce qui lui fait le plus défaut, c'est un engagement en faveur d'une forte croissance économique.

• (1550)

Il y est encore question de la réduction du déficit et de la dette. Certes, ce sont là des questions importantes, mais le gouvernement ne reconnaît pas le grand rôle de la croissance économique dans l'atteinte d'un tel objectif. En situation de croissance économique, le gouvernement a moins à dépenser pour des programmes comme l'aide sociale. En situation de croissance économique, le gouvernement fait plus de recettes sans devoir augmenter les